

Nîmes, le – 4 MARS 2024

Cellule risques anthropiques  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2024-008-DREAL**  
pour l'usine de fabrication de peintures exploitée par la société  
RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION  
sur le territoire de la commune des Angles

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70
- VU l'arrêté préfectoral n°09.051N du 6 juillet 2009 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de fabrication de peintures par la société BLANCOLOR sur son site des Angles ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant daté du 16 juin 2017 faisant connaître que la société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION succède à la société BLANCOLOR pour l'exploitation de l'usine de fabrication de peintures aux Angles ;
- VU l'arrêté préfectoral n°20-111-DREAL du 27 février 2020 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 susvisé
- VU l'arrêté préfectoral n°2023-008-DREAL du 6 février 2023 portant prescriptions complémentaires relatives à la demande de recours aux moyens du SDIS dans la stratégie de lutte contre l'incendie ;
- VU l'évènement survenu dans le bâtiment AFPS de production « peinture solvant » la nuit du 28 au 29 février 2024 ;
- VU l'inspection réalisée le 29 février 2024 par l'inspection des installations classées ;
- VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur le présent arrêté qui lui a été adressé préalablement par mail le 1<sup>er</sup> mars 2024

**CONSIDÉRANT** que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'évènement survenu le 29 février 2024 sur le site des Angles exploité par la société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION sont susceptibles de porter atteinte / ont porté atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les dégâts résultant de cet évènement susvisé constatés lors de la dite visite d'inspection, ne permettent pas de poursuivre l'activité dans le bâtiment AFPS sans

travaux de remise en état préalables et sans définition et mise en œuvre de mesures destinées à prévenir le renouvellement d'un accident similaire ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1er – RESPECT DES PRESCRIPTIONS**

La société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION dont le siège social est situé rue de Mousselière – 30 133 Les Angles, désignée ci-après l'exploitant est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation des installations situées à la même adresse.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### **Article 2 – MESURES IMMÉDIATES CONSERVATOIRES**

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du bâtiment AFPS sont suspendues. Les conditions de redémarrage de ce bâtiment sont fixées dans les articles suivants.

L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes :

- mise en place d'un gardiennage du site en dehors des heures ouvrées jusqu'à remplacement du portail est détruit lors de l'évènement du 28 février dernier ou d'une solution équivalente supprimant l'accès direct à l'atelier AFPS ;
- évacuation des produits impactés par l'évènement ;
- nettoyage du bâtiment et de ses équipements..

### **ARTICLE 3 - MESURES DE GESTION POST-ACCIDENT**

#### **ARTICLE 3.1**

L'exploitant procède aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie afin de permettre le rétablissement du fonctionnement des moyens de détection et de défense incendie dont notamment les exutoires d'évacuation de fumées.

Avant la remise en service du bâtiment, l'exploitant justifie la conformité des installations des matériels électriques dans les emplacements et zones où des atmosphères explosives peuvent se créer.

#### **ARTICLE 3.2 – GESTION DES DÉCHETS LIÉS AU SINISTRE**

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur selon des filières autorisées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les justificatifs de suivi des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3.3 – GESTION DES EAUX D'EXTINCTION**

Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie.

Un examen de l'acceptabilité du traitement des eaux d'extinction en fonction de leurs caractéristiques et selon les filières dûment autorisées est réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs de suivi des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3.4 – RAPPORT D'ACCIDENT**

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance
- l'analyse détaillée des causes : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'événement ou d'un événement similaire ;
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie et le retour d'expérience de la mise en œuvre du plan d'urgence incendie (PUI),
- les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement ;
- les conséquences économiques,
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

## **ARTICLE 4 - REMISE EN SERVICE DU BÂTIMENT AFPS**

La remise en service du bâtiment AFPS est subordonnée à la transmission préalable au préfet des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents.

## **ARTICLE 5 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8.

## **ARTICLE 6 – DELAI ET VOIE DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## **ARTICLE 7 - EXECUTION**

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie,
- Le maire des Angles,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le préfet



Pour le préfet,  
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU